

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1913.

PROJET DE LOI SUR L'USAGE DES LANGUES A L'ARMÉE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Plusieurs amendements dus à l'initiative parlementaire ont été déposés à l'effet d'introduire dans la loi sur la milice des dispositions tendant à régler l'emploi du flamand dans l'armée.

La plupart de ces amendements ne sont pas recevables, car, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre, nous ajouterions, en les admettant, un nouveau chapitre aux annales de la confection vicieuse des lois.

La loi sur la milice n'a point pour objet l'organisation de l'armée; dès lors nous ne pouvons pas y introduire des dispositions relatives à cette organisation.

Mais comme la plupart des amendements en cause ont pour but de mettre fin à des abus, et qu'ils répondent à des vœux légitimes, nous avons jugé sage de déposer un projet de loi spécial réglant la question de l'emploi, dans l'armée, de nos deux langues nationales.

Je crois que tout le monde est d'accord au parlement pour admettre que les commandements proprement dits doivent continuer à se faire en français. Cela est indispensable pour l'unité de la conduite de notre armée; et puis, cela ne présente pas le moindre inconvénient pour nos miliciens flamands qui, au bout de fort peu de temps, sont parfaitement familiarisés avec les commandements en langue française.

Mais, une fois cette restriction admise, il convient de proclamer que les officiers et les gradés doivent être à même de se faire comprendre de tous les hommes que la nation leur confie pour en faire des soldats bien entraînés et courageux.

Et à cet égard, je me permettrai de rappeler un passage du discours déjà cité : « L'officier qui n'a pas une connaissance des deux langues » perd, par le fait même, un des éléments essentiels de l'ascendant qu'il » doit nécessairement pouvoir exercer sur tous les hommes qu'il com- » mande.

» Un officier qui comprend bien sa mission est en quelque sorte un chef » de famille. Il doit jouir de la confiance de ses soldats, il doit pouvoir les » instruire, les réconforter, les guider en toutes circonstances, à tous » moments, et cela avec justice et autorité, mais aussi avec bonté et cor- » dialité.

» Le bon officier est, tout à la fois, un éducateur et un entraîneur » d'hommes. S'il est vraiment digne de l'uniforme qu'il porte, il doit se » préoccuper sans cesse de rendre aux familles des éléments plus sains, » plus moraux, plus disciplinés, meilleurs.

» Constamment, il doit se préoccuper de la vie matérielle et de la vie » morale des soldats qui lui sont confiés, et je considère que c'est une » véritable dérision de penser que l'officier soit capable de remplir sa mis- » sion dans toute sa plénitude s'il ne peut pas bien se faire comprendre des » hommes qu'il a sous ses ordres. »

Dès mon arrivée au Département de la Guerre, je me suis efforcé de rap- peler aux autorités militaires d'une façon précise et énergique l'importance que j'attache à cette question.

Depuis l'époque où la durée du service a été considérablement réduite, il importe que l'instruction se fasse dans les meilleures conditions de rapidité.

Il convient donc que les instructeurs parlent aux hommes le langage que ceux-ci comprennent. C'est vraiment un non-sens que de faire des théories ou d'expliquer des mouvements, dans un idiome inconnu des recrues et de charger un gradé inférieur ou même un soldat du soin de la traduction ; car bien souvent cette traduction ne brillera guère par son exactitude et encore moins par sa clarté.

De là une perte de temps considérable et un flottement dans l'instruction ; qu'il faut éviter à tout prix.

Mais pour que la connaissance des langues nationales se généralise dans notre corps d'officiers, et parmi les cadres inférieurs, il importe que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour que les jeunes gens qui se destinent à la carrière militaire soient obligés de se livrer à une étude sérieuse de ces deux langues et qu'ils aient l'occasion de s'y perfectionner.

École militaire.

C'est dans cette pensée que nous avons l'honneur de proposer aux Chambres législatives de vouloir bien apporter quelques changements à la loi du 6 mai 1888, modifiant l'organisation de l'École militaire.

Sous le régime actuel, un candidat pourrait être reçu dans cet établisse-

ment sans connaître un seul mot soit de français, soit de flamand. C'est là un défaut évident; il y a lieu de le faire cesser.

A l'avenir, la connaissance de nos deux langues nationales sera exigée au concours d'admission à l'École militaire.

Les candidats pourront choisir indistinctement le flamand ou le français comme langue principale, sur laquelle ils subiront alors une épreuve approfondie embrassant la littérature, la sémantique et la composition.

Mais à côté de cette épreuve, ils auront à justifier de la connaissance élémentaire de la seconde langue, par un examen oral destiné à reconnaître si les récipiendaires parlent cette langue et par un examen écrit, comportant un thème, une version et un exercice de rédaction de la force de la classe de 3^e des humanités classiques des athénées.

Toutefois, l'épreuve approfondie aura une importance double de l'épreuve élémentaire. Et, pour que personne ne néglige l'étude de la seconde langue, il est prévu pour celle-ci une cote d'exclusion égale aux deux cinquièmes des points attribués à un travail parfait.

Afin d'encourager nos officiers à se familiariser avec certaines langues étrangères, tout candidat aura la faculté de subir un examen, ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin. Mais il ne sera attribué à cet examen qu'un coefficient d'importance égal à un cinquième de celui qui est fixé pour l'examen complet sur les deux langues nationales.

Si la cote gagnée par le candidat, dans l'épreuve sur la langue étrangère, est inférieure ou égale à la moyenne des points obtenus, pour les langues nationales réunies, elle n'entrera pas en ligne de compte.

Elle n'interviendra, pour le classement final, que pour autant qu'elle est supérieure à cette moyenne et peut donc être utile au candidat.

A l'École militaire, le temps réservé à l'étude de la seconde langue sera fixé de manière que le français et le flamand s'y trouvent sur un pied d'égalité absolue. Les programmes seront élaborés de telle façon que tous les élèves acquièrent la connaissance effective des deux langues, et celles-ci interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

Afin de préparer les futurs officiers à faire, avec succès, l'instruction des soldats, tant de la Flandre que de la Wallonie, dans leurs langues maternelles respectives, le cours de règlements militaires et le cours de théories militaires se feront en français et en flamand à tous les élèves de l'École.

Et, pour sanctionner ces diverses mesures, les examens de sortie de l'École militaire (section d'infanterie et de cavalerie) et les examens de sortie de l'École d'application comporteront une épreuve sur le flamand, laquelle comprendra nécessairement un exercice de composition.

Examens A et B.

Mais il y a lieu de considérer que nos officiers ne se recrutent pas tous par l'École militaire et qu'un certain nombre d'entre eux sont directement issus des cadres.

C'est pourquoi le projet de loi prévoit à l'examen, dit examen A, auquel sont astreints les sous-officiers qui aspirent à devenir officiers par le cadre, une épreuve sur nos deux langues nationales équivalente à celle du concours d'admission à l'École militaire.

En outre, l'épreuve pour la sous-lieutenance, faisant partie de l'examen A, comprendra un examen en flamand et en français sur les règlements et les théories militaires, mais ne comportera plus d'examen spécial sur les langues.

L'examen B comprendra une épreuve sur le flamand, de la force de celle qui est imposée pour ce même objet à la sortie de l'École militaire. Toutefois, ceux qui l'auraient déjà subie en seront exemptés lors de l'examen B.

Ces diverses mesures n'entreront en vigueur que le 1^{er} janvier 1917.

L'admission à l'École militaire se fait par voie de concours, et tout le monde sait avec quels soins méticuleux il est procédé aux épreuves; et la perte d'un point dans une branche déterminée peut amener un échec. Afin de ne pas léser les jeunes gens qui aspirent à entrer prochainement à cet établissement, et qui n'auraient plus le temps de commencer l'étude d'une langue nouvelle avec la certitude d'être prêts au moment voulu, il a fallu fixer à cette date relativement éloignée l'application de ces dispositions. Car la pratique d'une langue ne s'acquiert que petit à petit et exige un travail de longue haleine.

C'est pour une raison analogue et, d'autre part, par un souci d'égalité que la même date a été adoptée en ce qui concerne les examens A et B.

Mais le commandant de l'École militaire et les diverses autorités de l'armée intéressées veilleront d'ici là à se rapprocher dans toute la mesure possible de l'état de choses déterminé par le projet actuel.

Service de santé.

A plusieurs reprises la presse a stigmatisé l'ignorance du flamand dont auraient fait preuve certains médecins militaires.

Il a été fait allusion à des cas où des soldats flamands malades, ignorant le français, auraient été traités pour un mal autre que celui dont ils souffraient réellement, et cela parce que le médecin qui leur donnait ses soins ne connaissait pas le flamand et n'avait donc pu les interroger à fond.

Il y a là évidemment matière à exagération. Mais il est incontestable cependant que des cas semblables peuvent se présenter et qu'il y a lieu de les éviter de la manière la plus absolue.

Le Gouvernement veut que tous les enfants que la Nation lui confie puissent être, à un moment donné, l'objet des soins les plus éclairés; il est donc de la plus élémentaire humanité qu'un soldat en traitement dans un hôpital, loin des siens, et démoralisé par cet isolement autant que par la maladie, puisse s'entendre réconforter par un médecin bienveillant, dans une langue qui est celle de ses parents.

C'est en s'inspirant de ces idées et de ces sentiments que le Gouvernement propose de faire subir aux médecins qui demandent à entrer dans le service de santé de l'armée, une épreuve sur la connaissance de la langue flamande.

A l'occasion de l'examen pratique, prévu par la loi du 28 juin 1899, les candidats auront à interroger deux soldats flamands malades, ignorant le français et souffrant respectivement d'un mal interne et d'un mal externe, et ils auront à indiquer et à expliquer en flamand le traitement à suivre.

Les auteurs d'un amendement sur la matière, auxquels le Gouvernement a emprunté la disposition ci-dessus, avaient demandé la publicité de ces épreuves.

Par égard pour les soldats eux-mêmes, le Gouvernement n'a pu se rallier à cette proposition.

Toutefois, afin de donner aux populations flamandes toute garantie, au point de vue du caractère sérieux de cette épreuve, le jury sera assisté d'un médecin choisi, par le Ministre, dans une liste triple, présentée par le président de l'Académie flamande.

A cause de son urgence, cette mesure sera appliquée dès le 1^{er} janvier 1915.

École pour la préparation des cadres inférieurs.

Mais toutes ces prescriptions seraient illusoires, si les cadres inférieurs n'étaient à leur tour préparés à donner l'instruction en flamand et en français, et à s'exprimer en ces deux langues dans leurs rapports avec les soldats.

Les gradés subalternes sont, en effet, constamment en contact avec la troupe; ils vivent avec elle, et c'est là surtout qu'il importe d'éviter les froissements résultant de l'ignorance, de la part des chefs, de nos deux langues nationales.

Aussi, dans le double but de favoriser le recrutement, parmi nos deux races, des nombreux cadres qu'exigera notre armée rénovée, et de préparer les gradés à la connaissance pratique des deux langues, le Gouvernement compte créer un certain nombre d'écoles de pupilles (probablement trois) dans chacune des deux régions linguistiques du pays. Deux de ces écoles auront un programme d'enseignement primaire, la troisième un programme d'enseignement moyen.

Dans trois de ces écoles, la langue véhiculaire sera le flamand, dans les trois autres le français, mais dans toutes, la seconde langue sera enseignée d'une manière approfondie. Le Gouvernement compte ouvrir ces écoles à de nouvelles catégories d'élèves, et notamment aux fils de familles nombreuses, même si les chefs de ces familles n'ont pas servi à l'armée.

Dans les écoles pour la formation des caporaux (brigadiers) et des sous-officiers, il y aura des classes françaises et des classes flamandes. Et ici,

il faut leur assimiler les cours pour sous-officiers que les chefs de corps organisent dans leurs unités.

Dans toutes les classes, les règlements et les théories seront enseignés en français et en flamand.

Et, afin de prévoir l'avenir, il est stipulé que les dispositions relatives à l'enseignement et à l'usage des langues consacrées par le projet seront appliquées par le Ministre de la Guerre aux établissements d'instruction et aux épreuves qui seraient créés ou institués ultérieurement dans l'armée.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

Le projet prévoit également que tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

L'instruction se fera dans les deux langues.

Quant aux relations des autorités militaires avec les provinces, les communes et les particuliers, le Gouvernement propose de mettre ces autorités, au point de vue de l'emploi des langues, sur le même pied que les fonctionnaires de l'État.

L'article 18 a donc pour but de rendre la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand applicable aux autorités militaires.

L'alinéa 2 de l'article 1 et l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 se liraient donc désormais de la manière suivante (les mots soulignés sont les seuls qui soient introduits dans le texte primitif) :

« Les fonctionnaires de l'État *et les autorités militaires* correspondront » en flamand avec *les provinces*, les communes et les particuliers, à moins » que *ces provinces*, ces communes ou particuliers ne demandent que la » correspondance ait lieu en français, ou n'aient eux-mêmes fait usage de » cette langue dans la correspondance. »

« ART. 2. — Dans l'arrondissement de Bruxelles, la correspondance des » fonctionnaires de l'État *et des autorités militaires* avec les communes et » les particuliers aura lieu en flamand si les communes ou les particuliers » qu'elle concerne le demandent ou ont fait eux-mêmes usage de cette langue » dans la correspondance.

Le Gouvernement propose d'insérer dans le texte le mot « provinces », parce que les services administratifs de certaines provinces se servent presque exclusivement de la langue flamande.

L'alinéa 1^{er} de l'article 1 n'est pas rendu applicable aux autorités militaires : il nous a paru plus pratique d'imposer des formules bilingues pour tous les avis et communications que ces autorités adressent au public.

*
* *

Les diverses dispositions relatives à l'emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives entreront en vigueur dès le 1^{er} janvier 1914.

Telles sont les mesures que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation des Chambres, à l'effet de mettre les droits linguistiques de nos populations à l'abri de tous les abus.

Beaucoup d'entre elles sont déjà réalisées dans plusieurs corps. C'est que les officiers, tant wallons que flamands, comprennent la nécessité pour eux de pouvoir s'adresser directement à tous leurs hommes, afin de pénétrer leur mentalité et leur cœur.

Nous sommes persuadés que du haut jusqu'au bas de l'échelle hiérarchique, les officiers supérieurs aux gradés subalternes, tous tiendront à honneur de se conformer aux prescriptions énoncées dans ce projet de loi. Nous les appliquerons dans la sphère de nos attributions et ils l'appliqueront dans la leur, avec modération mais avec fermeté. Nous ne voulons pas de vexations inutiles; mais nous désirons que les droits raisonnables de tous nos compatriotes soient respectés intégralement.

Des honorables membres ont demandé la création de régiments flamands et de régiments wallons; ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre, c'est là une proposition que je ne puis admettre. Ce serait un premier pas vers la séparation administrative, ce serait un abîme creusé entre nos deux races; ce serait le dualisme introduit dans notre armée, où l'esprit de corps si utile, quand il reste dans de sages limites, dégénérerait facilement, faussé qu'il serait par les revendications raciales, en animosité d'abord, en hostilité ensuite.

C'est cela que nous devons éviter à tout prix. Laissons donc dans l'ombre ces questions irritantes. Votons une loi qui soit acceptable pour tous et qui soit une œuvre de concorde et de paix intérieures.

Le Ministre de la Guerre,

CH. DE BROQUEVILLE.

**Projet de loi sur l'usage des langues
à l'armée.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre pré-
sentera, en Notre nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la te-
neur suit :

**École militaire. — Examens pour le
grade de sous-lieutenant et pour
l'avancement. (Examens dits actuel-
lement A et B.)**

ARTICLE PREMIER.

La connaissance du français et la
connaissance du flamand sont obliga-
toires pour l'admission à l'École mili-
taire.

ART. 2.

Tout candidat subira une épreuve sur
la connaissance approfondie de l'une de
ces deux langues, à son choix, et une
épreuve sur la connaissance élémentaire
de l'autre.

La connaissance approfondie de la
langue s'établit par une épreuve portant
sur la littérature, sur la sémantique et
sur la composition.

La connaissance élémentaire de la
langue s'établit : 1° par un examen

**Ontwerp van wet op het gebruik der
talen bij het leger.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen
naam, door Onzen Minister van Oorlog
de Wetgevende Kamers in overweging
worden gegeven :

**Militaire School. — Examens voor den
graad van onderluitenant en voor
de bevordering. (Examens thans ge-
naamd A en B.)**

ARTIKEL EÉN.

De kennis van het Fransch en de
kennis van het Vlaamsch zijn verplich-
tend voor de toelating tot de Militaire
School.

ART. 2.

Ieder candidaat zal een proef over de
grondige kennis van een dezer talen, te
zijner keuze, en een proef over de be-
grippen van de andere afleggen.

De grondige kennis der taal wordt
vastgesteld bij een proef over de letter-
kunde, de beteekenisleer en het opstel.

De kennis der eerste begrippen der
taal wordt vastgesteld als volgt: 1° door

oral ayant pour objet de reconnaître si le candidat parle cette langue; 2° par un examen écrit comportant un thème, une version et un exercice de rédaction de la force de la classe de troisième des humanités classiques des athénées.

L'épreuve approfondie aura une importance double de l'épreuve élémentaire.

Il y aura pour la première une cote d'exclusion égale à la moitié du maximum des points et, pour la seconde, une cote d'exclusion égale aux deux cinquièmes.

ART. 3.

Tout candidat a la faculté de subir en outre un examen ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

La cote qu'il méritera de ce chef sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière cote ayant par rapport à la première une importance égale à cinq.

Toutefois la combinaison ne se ferait pas s'il devait en résulter une moyenne inférieure à la cote d'ensemble du flamand et du français réunis.

La cote obtenue pour les langues à l'examen d'admission d'un candidat, interviendra avec la même puissance dans le classement final, que ce candidat ait choisi le français ou qu'il ait choisi le flamand comme langue approfondie.

een mondeling examen hebbende voor doel te onderzoeken of de candidaat deze taal spreekt; 2° door een schriftelijk examen omvattende een thema, een vertaling en een oefening in het opstellen, van de moeilijkheid der derde klasse der classieke humaniora der atheneums.

De proef over de grondige kennis zal het dubbel der waarde van deze over de kennis der begrippen hebben.

Voor de eerste zal er een uitsluitingscijfer bestaan gelijk aan de helft van het hoogste getal punten en, voor de tweede, een uitsluitingscijfer gelijk aan de twee vijfden.

ART. 3.

Ieder candidaat mag daarenboven een examen hetzij over het Duitsch, hetzij over het Engelsch, hetzij over het Latijn, afleggen.

Het verdiensteijfer, dat hem uit dien hoofde zal toegekend worden, zal worden samengevoegd met dit welk hij zal bekomen hebben op het gezamenlijke der Fransche en Vlaamsche talen, dit laatste verdiensteijfer hebbende een waarde van vijf met betrekking tot het eerste.

Deze samenvoeging zou nochtans niet plaats hebben indien zij moest aanleiding geven tot een gemiddeld eindcijfer dat minder zou wezen dan het gezamenlijk beoordeelingscijfer van het Vlaamsch en het Fransch te zamen.

Het beoordeelingscijfer, voor de talen bij het toelatingsexamen van een candidaat bekomen, zal in gelijke mate zijn invloed op de eindrangschikking uitoefenen om het even of deze candidaat het Fransch of het Vlaamsch als grondig gekende taal verkozen hebbe.

ART. 4.

A l'École militaire, le temps attribué pour l'étude du français et du flamand sera réparti de manière que les élèves possédant la connaissance approfondie du français soient obligés de consacrer au flamand un nombre d'heures égal à celui que devront consacrer au français les élèves ayant une connaissance approfondie du flamand.

Les programmes seront élaborés de manière que tous les élèves aient la connaissance effective des deux langues ; elles interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

ART. 5.

Le cours de règlements militaires et le cours de théories militaires se donneront en français et en flamand à tous les élèves de l'École militaire.

ART. 6.

Les examens de sortie de l'École militaire (section d'infanterie et de cavalerie) et les examens de sortie de l'École d'application comporteront une épreuve sur le flamand.

Cette épreuve comportera nécessairement un exercice de composition.

ART. 7.

Les articles 1 à 3 inclus sont applicables aux épreuves de l'examen A auxquelles sont astreints les sous-officiers qui aspirent à devenir officiers par le cadre.

A l'épreuve pour la sous-lieutenance de l'examen A dont il s'agit, les récipiendaires devront subir, en français et

ART. 4.

Bij de Militaire School, zal de voor de studie van het Fransch en het Vlaamsch voorziene tijd derwijze verdeeld worden, dat de leerlingen, die de grondige kennis van het Fransch bezitten, verplicht zijn zooveel uren aan het Vlaamsch te besteden als de leerlingen, die het Vlaamsch grondig kennen, er aan het Fransch moeten wijden.

De programma's zullen dusdanig worden opgemaakt, dat al de leerlingen een werkelijke kennis der twee talen hebben; deze zullen met hetzelfde waarde-cijfer in de algemeene rangschikking voorkomen.

ART. 5.

De cursus over de militaire reglementen en de cursus over de militaire theoriën zullen aan al de leerlingen der Militaire School in het Fransch en in het Vlaamsch gegeven worden.

ART. 6.

De uitgangsexamens der Militaire School (afdeeling der infanterie en der cavalerie) en de uitgangsexamens der Applicatieschool zullen een proef over het Vlaamsch bevatten.

Deze proef zal noodzakelijker wijze een oefening in het opstellen begripen.

ART. 7.

De artikels 1 tot 3 inbegrepen zijn toepasselijk op de proeven van het examen A opgelegd aan de onderofficieren die, langs het kader, trachten officier te worden.

Bij de proef voor het onderluitenschap van het examen A waarvan sprake, zullen de recepiendi een examen in het

en flamand, un examen sur les règlements et sur les théories militaires, mais ils ne subiront plus d'examen spécial sur les langues.

ART. 8.

L'examen B comportera sur le flamand une épreuve de force égale à celle qui est prescrite par l'article 6. Toutefois, les officiers qui auront déjà subi cette épreuve n'y seront plus astreints lors de l'examen B.

ART. 9.

Les articles précédents entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1917.

Seront alors abrogées toutes les dispositions antérieures atteignant les mêmes objets.

D'ici au 1^{er} janvier 1917, l'enseignement du flamand et les examens d'admission à l'École militaire, ainsi que les épreuves des examens A et B seront dirigés de manière à amener progressivement l'état de choses déterminé par la loi actuelle.

Service de santé.

ART. 10.

L'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 28 juin 1899, réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, est complété comme suit :

« et qui comprend notamment une
» épreuve pratique sur la connaissance
» de la langue flamande. Cette épreuve
» consistera en l'interrogation de deux

Fransch en in het Vlaamsch, over de militaire reglementen en theoriën moeten afleggen, maar zij zullen geen bijzonder examen over de talen af te leggen hebben.

ART. 8.

Het examen B zal een proef over de Vlaamsche taal bevatten van dezelfde moeilijkheid als deze voorgeschreven bij artikel 6. Nochtans, zullen de officieren, die reeds aan deze proef voldaan hebben, er niet meer aan onderworpen worden, bij het afleggen van het examen B.

ART. 9.

Voorgaande artikelen zullen in werking treden met ingang van 1 Januari 1917.

Al de vorige beschikkingen betreffende dezelfde kwestien zullen worden ingetrokken.

Van nu af tot 1 Januari 1917 zullen het onderwijs van het Vlaamsch en de toelatingsexamens op de Militaire School evenals de proeven der examens A en B derwijze geleid worden, dat ze den bij deze wet vastgestelden staat van zaken geleidelijk verwezenlijken.

Geneeskundige dienst.

ART. 10.

Alinea 2 van artikel 5 der wet van 28 Juni 1899, houdende namelijk nieuwe organisatie van het personeel van den geneeskundigen dienst in het leger, wordt aangevuld als volgt :

« en bevattende namelijk een practische proef over de kennis der Vlaamsche taal. Deze proef zal bestaan uit het ondervragen van twee zieke

» soldats flamands malades ignorant
 » le français et souffrant respectivement
 » d'un mal interne et d'un mal externe.
 » Le récipiendaire aura à indiquer et à
 » expliquer en flamand le traitement
 » à suivre.

» Pour cette épreuve spéciale, le jury
 » sera assisté d'un médecin choisi par
 » le Ministre, dans une liste triple pré-
 » sentée par le président de l'Académie
 » royale flamande. »

Cette mesure entrera en vigueur le
 1^{er} janvier 1915.

**Écoles pour la préparation des cadres
 inférieurs.**

ART. 11.

Il sera créé des écoles de pupilles à
 régime flamand et un nombre égal
 d'écoles similaires à régime français.
 Dans toutes ces écoles, la seconde lan-
 gue nationale sera enseignée d'une
 manière approfondie.

ART. 12.

Dans les écoles pour la formation des
 caporaux (brigadiers) et sous-officiers,
 il y aura des classes françaises et des
 classes flamandes. Dans toutes les classes,
 les règlements et les théories seront
 enseignés en français et en flamand.

ART. 13.

Le Ministre de la Guerre appliquera
 les dispositions relatives à l'enseigne-
 ment et à l'usage des langues prévus
 ci-dessus aux établissements d'instruc-
 tion et aux épreuves qui seraient
 créés ou institués ultérieurement dans
 l'armée.

» Vlaamsche soldaten die geen Fransch
 » kennen en onderscheidenlijk aan een
 » inwendige en een uitwendige kwaal
 » lijden. De recipiendus zal gehouden
 » zijn, in het Vlaamsch de te volgen
 » behandeling aan te duiden en uit te
 » leggen.

» Voor deze bijzondere proef zal de
 » jury worden bijgestaan door een ge-
 » neesheer, door den Minister gekozen
 » op een driedubbele lijst hem voorge-
 » legd door den voorzitter der Konink-
 » lijke Vlaamsche Academie. »

Deze maatregel zal op 1 Januari 1915
 in werking treden.

**Scholen tot voorbereiding van het
 lagere kader.**

ART. 11.

Pupillenscholen met Vlaamsch stel-
 sel en een zelfde aantal gelijksoortige
 scholen met Fransch stelsel zullen
 worden opgericht. In al deze scholen zal
 de tweede nationale taal op grondige
 wijze worden onderwezen.

ART. 12.

In de tot het vormen van korporaals
 (brigadiers) en onderofficieren bestemde
 scholen zullen Fransche en Vlaamsche
 klassen bestaan. In alle klassen zullen
 de reglementen en theoriën in het
 Fransch en in het Vlaamsch onder-
 wezen worden.

ART. 13.

De Minister van Oorlog zal de be-
 schikkingen betreffende het onderwijs
 en het gebruik der evenvermelde talen
 toepassen op de inrichtingen van onder-
 wijs en op de proeven die desvoor-
 komend later in het leger zouden worden
 opgericht of ingesteld.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

ART. 14.

Les avis et les communications que les autorités militaires adressent au public seront rédigés en français et en flamand, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

ART. 15.

Tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

L'instruction de la troupe se donne en français et en flamand.

ART. 16.

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives, les mots « les (des) fonctionnaires de l'État » sont remplacés par les mots « les (des) fonctionnaires de l'État et les (des) autorités militaires ».

A l'alinéa 2 de l'article 1 de la même loi, au lieu de « les communes et (ou) les particuliers », lire « les communes, les provinces et (ou) les particuliers ».

ART. 17.

Les dispositions des articles 14, 15 et 16 entreront en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1914.

Gebruik van het Vlaamsch en het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de bestuurlijke overheden.

ART. 14.

De berichten en de mededeelingen, door de militaire overheden aan het publiek toegestuurd, zullen in het Fransch en in het Vlaamsch worden opgesteld. de twee teksten naast elkander.

ART. 15.

Al de bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, zullen gelijktijdig in de twee nationale talen worden opgesteld en afgekondigd, de twee teksten naast elkander.

De instructie van den troep wordt in het Vlaamsch en in het Fransch gegeven.

ART. 16.

In alinea 2 van artikel 1 en in alinea één van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in bestuurlijke zaken, worden de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat » vervangen door de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat en de(r) militaire overheden ».

In alinea 2 van artikel 1 derzelfde wet, in plaats van « de gemeenten en (of) de particulieren », lezen « de gemeenten, de provinciën en (of) de particulieren ».

ART. 17.

De beschikkingen der artikelen 14, 15 en 16 zullen in werking treden op dagteekening van 1 Januari 1914

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de l'article 10 de la présente loi avec celle de la loi du 23 juin 1899 réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1913.

ART. 18.

De Regeering is er toe gemachtigd, de bepalingen van artikel 10 dezer wet samen te schikken met die van de wet van 28 Juni 1899, namelijk tot nieuwe organisatie van het personeel van den geneeskundigen dienst van het leger, en de beschikkingen van artikel 16 dezer wet met die van de wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in bestuurlijke zaken.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Februari 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 FEBRUARI 1913.

ONTWERP VAN WET OP HET GEBRUIK DER TALEN BIJ HET LEGER.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Verscheidene wijzigingsvoorstellen zijn door Kamerleden ingediend, om in de wet op de militie beschikkingen in te voeren tot regeling van het gebruik der twee landstalen bij het leger.

Het meerendeel dezer wijzigingsvoorstellen zijn niet aannemelijk, daar wij, zooals ik de eer had, het in de Kamer te zeggen, door ze te aanvaarden, een nieuw hoofdstuk zouden toevoegen aan de geschiedenis van het gebrekkig samenstellen der wetten.

De wet op de militie beoogt geenszins de inrichting van het leger, derhalve mogen wij er geene met deze inrichting strijdige beschikkingen invoeren.

Doch daar het meerendeel der betrokken wijzigingen voor doel hebben, een einde te stellen aan misbruiken, en dat zij aan billijke wenschen beantwoorden, hebben wij gedacht, dat het wijzer zou zijn, een bijzonder wetsontwerp neer te leggen houdende regeling der kwestie van het gebruik onzer twee nationale talen in het leger.

Ik geloof, dat de Kamer het eens is, om aan te nemen, dat de eigenlijke bevelen moeten blijven in 't Fransch gegeven worden; dat is onontheerlijk voor de eenheid der leiding van ons leger en daarenboven biedt het niet de minste zwarigheid aan voor onze Vlaamsche jongens, die in zeer korten tijd volkomen gewend zijn aan de Fransche bevelen.

Maar, eenmaal dit voorbehoud gemaakt, dient er verklaard, dat de officieren en de gegradeerden in staat moeten zijn, zich te doen verstaan door al de mannen die de natie hun toevertrouwt om er welafgerichte en moedige soldaten van te maken.

En dienaangaande, zij het mij toegelaten, eenige zinsneden uit reeds hooger vermelde redevoering aan te halen : « De officier, die de twee talen » niet kent, verliest daardoor een der onontbeerlijke elementen van het » gezag, dat hij noodzakelijk moet kunnen uitoefenen op al de mannen die » hij aanvoert.

» Een officier, die zijn zending goed begrijpt, is als 't ware een familie- » hoofd. Hij moet het vertrouwen zijner mannen bezitten, hij moet ze » kunnen onderwijzen, ze opbeuren, ze in alle omstandigheden, op alle » stonden leiden, en zulks met rechtvaardigheid en gezag, maar ook met » goedheid en gulhartigheid.

» Een goed officier is, terzelfdertijd, een opvoeder en een menschenaan- » voerder. Indien hij waarlijk het uniform, dat hij draagt, waardig is, moet » hij er zich onverpoosd op toeleggen, aan de familiën gezondere, meer » zedelijke, meer afgerichte, betere elementen weder te geven.

» Steeds moet hij zich bezighouden met het stoffelijk en met het zedelijk » leven der soldaten, die hem toevertrouwd zijn, en ik beschouw, dat het » een oprechte spotternij is, te denken, dat de officier bekwaam kan » wezen zijn taak te vervullen in al hare volheid, indien hij zich niet goed » kan doen verstaan door de mannen die hij onder zijn bevel heeft. »

Van af het oogenblik dat ik het Departement van Oorlog onder mijne leiding nam, heb ik mij beijverd, de militaire overheden op zeer duidelijke en krachtdadige wijze het belang aan te toonen, dat ik aan deze zaak hecht.

Sedert het tijdstip waarop de diensttijd merkkelijk verminderd werd, is het noodzakelijk, dat het onderricht in de beste voorwaarden van snelheid gegeven worde.

Het betaamt dus, dat de onderrichters de taal spreken, die de manschappen begrijpen. Het is waarlijk onzin, aan de jongens theoriën uiteen te zetten of bewegingen uit te leggen in een spraak die ze niet verstaan, en een lagere gegradeerde of zelfs een soldaat met het vertalen te belasten; want zeer zelden zal die vertaling door hare nauwkeurigheid en nog veel minder door hare verstaanbaarheid schitteren.

Vandaar een aanzienlijk tijdverlies en een onnauwkeurigheid in het onderricht, die bepaald moeten vermeden worden.

Maar opdat de kennis der twee landstalen algemeen worde in ons officierskorps en onze lagere kaders, is het onmisbaar, dat de Regeering de noodige maatregelen neme opdat de jongelingen, die zich tot de militaire loopbaan voorbereiden, verplicht zouden zijn die twee talen ernstig te bestudeeren, en dat zij de gelegenheid zouden hebben, er zich in te volmaken.

Militaire School.

In dien geest, hebben wij de eer aan de Wetgevende Kamers voor te stellen, eenige wijzigingen toe te brengen aan de wet van 6 Mei 1888 tot herinrichting van de Militaire School.

Onder het thans in voege zijnde stelsel, zou een candidaat tot die inrichting toegelaten kunnen worden zonder één enkel woord, hetzij Fransch, hetzij Vlaamsch, te kennen. Dat is een opvallend gebrek waaraan een einde dient gemaakt.

Voortaan zal de kennis onzer twee landstalen bij het vergelijkend toelatings-examen voor de Militaire School vereischt worden.

De candidaten zullen zonder onderscheid het Vlaamsch of het Fransch als hoofdtal kunnen kiezen, en dan daarover een grondige proef onderstaan, omvattende de letterkunde, de beteekenisleer en het opstellen.

Maar nevens die proef zullen zij de aanvankelijke kennis van de tweede taal moeten bewijzen door een mondeling examen, bestemd tot het onderzoeken of de candidaat die taal spreekt en door een schriftelijk examen bestaande uit een thema, een vertaling en een oefening in het opstellen van de moeilijkheid der 3^e klasse van de klassieke humaniora der atheneums.

Nochtans zal de grondige proef een dubbele waarde hebben in vergelijking met de aanvankelijke proef. En opdat niemand de studie der tweede taal verwaarlooze, wordt voor deze een uitsluitingscijfer voorzien, gelijk aan de twee vijfden der punten, die aan een volmaakt werk verbonden zijn.

Om de officieren aan te moedigen, zich zekere vreemde talen eigen te maken, zal het iederen candidaat vrij staan, een examen af te leggen over het Duitsch, het Engelsch of het Latijn. Maar er zal aan dit examen maar een waardecijfer toegekend worden gelijk aan een vijfde van dat welk voor het volledig examen over onze twee landstalen bepaald is.

Indien het door den candidaat in de proef over de vreemde taal bekomen cijfer kleiner is dan het gemiddeld aantal der voor de beide landstalen behaalde punten, of er mee gelijk staat, zal het niet in aanmerking komen.

Voor de eindrangschikking komt het alleen in aanmerking voor zooveel het dit gemiddeld cijfer overtreft en dus den candidaat gunstig kan zijn.

In de Militaire School zal de aan de studie der tweede taal gewijde tijd derwijze bepaald worden, dat het Fransch en het Vlaamsch er zich op volstrekt gelijken voet bevinden. De programma's zullen dusdanig opgesteld worden, dat de leerlingen de werkelijke kennis der twee talen verkrijgen, en deze zullen in de algemeene rangschikkingen met hetzelfde waardecijfer in aanmerking komen.

Ten einde de toekomstige officieren voor te bereiden, de soldaten, zoo wel die der Vlaamsche als die der Waalsche provinciën, onderscheidenlijk in hun moedertaal te onderrichten, zullen de cursus van militaire reglementen en de cursus van militaire theoriën aan al de leerlingen der School in het Fransch en in het Vlaamsch gegeven worden.

En om die verschillende maatregelen te bekrachtigen, zullen de eind-examens der Militaire School (afdeeling der infanterie en der cavalerie) en de eind-examens der Applicatieschool een proef over het Vlaamsch met een verplichtende oefening in het opstellen behelzen.

Examens A en B.

Maar er dient te worden aangemerkt, dat onze officieren niet alleen door de Militaire School worden aangeworven en dat een zeker aantal hunner rechtstreeks uit het kader voortkomen.

Het is om die reden, dat het wetsontwerp het examen voorziet waartoe de onderofficieren, die verlangen officier te worden langs het kader, gehouden zijn en dat een proef, over onze nationale talen gelijk aan dat van het toelatingsexamen tot de Militaire School, oplegt.

Bovendien bevat de proef, deelsluitmakende van het examen A, voor het onderluitenantchap, een examen in het Vlaamsch en een in het Fransch over de militaire reglementen en theoriën, maar bevat geen bijzonder examen meer over de talen.

Het examen B behelst een proef over het Vlaamsch even moeilijk als die welke in hetzelfde vak bij het verlaten der Militaire School afgelegd wordt. Nochtans zouden de officieren, die ze reeds afgelegd hebben, er bij het examen B van ontslagen worden.

Bovenstaande verschillende maatregelen zullen slechts op 1 Januari 1917 in werking treden.

De toelating tot de Militaire School heeft plaats bij middel van een vergelijkend examen, en iedereen weet dat dit examen met de grootste zorg afgenomen wordt en dat het verlies van één punt in een bepaald vak het mislukken van den candidaat tot gevolg kan hebben. Om de jongelingen die eerlang in deze inrichting wenschen opgenomen te worden en aan wie de tijd zou ontbreken om de studie eener nieuwe taal te beginnen met de zekerheid op het gewenschte oogenblik klaar te zijn, niet te benadeelen, zijn wij verplicht, de toepassing dezer beschikkingen tot op dien betrekkelijk verwijderden datum te verschuiven.

Want het gebruik van een taal wordt slechts allengs aangeleerd en vereischt een langdurige inspanning.

Om een dergelijke reden en ter wille der gelijkheid hebben wij denzelfden datum aangenomen in zake de examens A en B.

Doch de commandant der Militaire School en de verschillende betrokken overheden van het leger zullen er voor zorgen, dat, intusschen, geleidelijk, en voor zoover het mogelijk is, een staat van zaken in 't leven geroepen wordt, gelijkende op dien welken dit wetsontwerp bepaalt.

Geneeskundige dienst.

Verscheidene malen reeds heeft de pers de Vlaamschonkundigheid gebrandmerkt, die zekere geneesheeren aan den dag zouden leggen.

Men heeft gezinspeeld op zekere gevallen waarin zieke Vlaamsche soldaten, die geen Fransch verstonden, behandeld zouden zijn geworden voor

kwalen andere dan die waaraan zij werkelijk leden en zulks omdat de geneesheer, die hen verzorgde, geen Vlaamsch kende en hen niet grondig had kunnen ondervragen.

Daarin ligt ongetwijfeld stof tot dramatiseren, maar het is evenwel niet te ontkennen, dat dergelijke gevallen volstrekt moeten voorkomen worden.

De Regeering wil, dat al de kinderen, die de Natie haar toevertrouwt, op een gegeven oogenblik de meest oplettende zorgen genieten, en het aller-eerste begrip der menschlievendheid eischt dat een, in een hospitaal ter behandeling liggend soldaat, ver van zijn familie, en door deze afzondering zoowel als door zijne ziekte ontmoedigd, in zijn moedertaal kunne worden opgebeurd door een welwillend geneesheer.

Met die gedachten en die gevoelens beziel, stelt de Regeering voor, aan de geneesheeren, die bij den geneeskundigen dienst van het leger wenschen aangenomen te worden, een proef over de kennis der Vlaamsche taal te doen afleggen. Ter gelegenheid van het bij de wet van 28 Juni 1899 voorzien practisch examen, zullen de candidaten overgaan tot het ondervragen van twee zieke Vlaamsche, Franschonkundige soldaten, die onderscheidenlijk aan een inwendige en aan een uitwendige kwaal lijden; zij zullen in het Vlaamsch de te volgen behandeling aanduiden en uitleggen.

De leden, die aangaande ditzelfde punt een wijzigingsvoorstel ingediend hebben, waaraan de Regeering vermelde beschikkingen ontleend heeft, hadden gevraagd dat deze proeven in 't openbaar zouden geschieden.

Uit ontzag voor de soldaten zelven heeft de Regeering met dit voorstel niet kunnen instemmen.

Nochtans, om de Vlaamsche bevolking allen waarborg betreffende het ernstige dezer proef te geven, zal de jury worden bijgestaan door een geneesheer, welke de Minister op een driedubbele, door den Voorzitter der Vlaamsche Academie hem voorgelegde lijst, zal kiezen.

Gezien zijn dringendheid, zal deze maatregel van af 1 Januari 1915 toegepast worden.

Vorbereidingscholen voor de lagere kaders.

Doch al deze voorschriften zouden vruchteloos zijn, indien de lagere kaders, op hun beurt, niet voorbereid waren om in 't Vlaamsch zoowel als in 't Fransch het onderricht te geven en zich, in hun betrekkingen met de soldaten, in deze talen uit te drukken.

De ondergeschikte gegradeerden, inderdaad, zijn steeds in omgang met den troep; zij leven met hem en het is daár vooral, dat men de kwetsingen moet vermijden, die hun ontstaan vinden in de onwetendheid, vanwege het meerendeel der oversten, der beide landstalen.

Met het dubbel doel, onder onze twee rassen, de aanwerving der door ons vernieuwd leger vereischte kaders te verzekeren, en de gegradeerden

tot de practische kennis van beide talen voor te bereiden, is de Regeering voornemens, in elk der twee gewesten van het land, die hun eigen taal hebben, een zeker aantal pupillenscholen (waarschijnlijk drie) in 't leven te roepen. Twee dezer scholen zullen met een programma van lager onderwijs, de derde met een programma van middelbaar onderwijs uitgerust worden.

In drie dezer scholen, zal het Vlaamsch, in de drie andere het Fransch de voertaal zijn, doch in al die scholen zal de tweede taal op grondige wijze onderwezen worden. De Regeering is van plan, toegang in deze scholen te verleen en aan nieuwe categoriën leerlingen, en namelijk aan de zonen van talrijke huisgezinnen, zelfs indien de hoofden dezer huisgezinnen niet bij het leger hebben gediend.

In de scholen tot vorming der korporaals (brigadiers) en der onderofficieren, zullen Fransche en Vlaamsche klassen ingericht worden. En hieronder dienen begrepen de cursussen voor onderofficieren die de korpsoversten inrichten.

In al die klassen, zullen de reglementen en de theoriën in 't Fransch en in 't Vlaamsch onderwezen worden.

En, om de toekomst te voorzien, wordt er bepaald, dat de beschikkingen betreffende het onderwijs en het gebruik der talen, welke het ontwerp voorziet, door den Minister van Oorlog toegepast zullen worden op de inrichtingen van onderwijs en op de proeven die later in het leger zouden worden gesticht of ingesteld.

Gebruik van het Vlaamsch en het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de bestuurlijke overheden.

Het ontwerp voorziet insgelijks, dat alle bescheiden van algemeen aard, die den troep aanbelangen, gelijktijdig in de twee landstalen zullen worden opgemaakt en afgekondigd, beide teksten zijnde tegenover elkander geplaatst.

Het onderricht zal in de twee talen gegeven worden.

Wat betreft de betrekkingen der militaire overheden met de provinciën, de gemeenten en de particulieren, stelt de Regeering voor, deze overheden, in wat aangaat het gebruik der talen, op denzelfden voet te stellen als de ambtenaren van den Staat.

Artikel 16 heeft dus voor doel, de wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch toepasselijk te maken op de militaire overheden.

De 2^e alinea van artikel 1 en de eerste alinea van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878 zouden dus voortaan volgender wijze moeten gelezen worden (de onderstreepte woorden zijn de eenige die in den oorspronkelijken tekst ingelascht worden) :

« De ambtenaren van den Staat *en de militaire overheden* zullen hun » briefwisseling met *de provinciën*, de gemeenten en de particulieren in

» het Vlaamsch voeren, tenzij *die provinciën*, die gemeenten of particulieren vragen, dat de briefwisseling in het Fransch geschiede, of zelve in de briefwisseling die taal gebruikt hebben. »

« ART. 2. — In het arrondissement Brussel, zal de briefwisseling der ambtenaren van den Staat *en der militaire* overheden met de gemeenten en de particulieren in het Vlaamsch gevoerd worden, indien de gemeenten of de particulieren, wie zij betreft, zulks vragen of zelve in de briefwisseling die taal gebruikt hebben. »

De Regeering stelt voor, het woord « provinciën » in den tekst in te lassen, omdat de bestuurlijke diensten van sommige provinciën zich bijna uitsluitend van de Vlaamsche taal bedienen.

De 1^{ste} alinea van artikel 1 wordt niet toepasselijk gemaakt op de militaire overheden : het heeft ons meer practisch geschenen, tweetalige formules op te leggen voor al de berichten en mededeelingen die de overheden het publiek toesturen.

*
* *

De verschillende beschikkingen aangaande het gebruik van het Vlaamsch en het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de bestuurlijke overheden, zullen in werking treden van af 1 Januari 1914.

Dit zijn de maatregelen die de Regeering de eer heeft aan de goedkeuring der Kamers voor te leggen om de taalrechten onzer bevolking voor alle misbruik te vrijwaren.

Vele dezer maatregelen zijn reeds in verscheidene korpsen verwezenlijkt, want de Waalsche zoowel als de Vlaamsche officieren begrijpen de noodzakelijkheid, zich rechtstreeks tot al hunne mannen te kunnen richten, om dezer geestestoestand en hart te doorgronden.

Wij zijn overtuigd dat, van boven tot beneden de ladder der hiërarchie, de groote zoowel als de kleine oversten van het leger, er eer in zullen stellen, zich te gedragen naar de in dit wetsontwerp vermelde voorschriften. Wij zullen ze toepassen in den kring onzer bevoegdheid en zij, van hunnen kant, zullen ze in den hunnen toepassen, met matigheid maar met kracht. Wij willen geen nuttelooze plagerijen, maar wij verlangen dat de billijke rechten van al onze landgenooten volkomen geëerbiedigd worden.

Achtbare leden hebben het inrichten van Vlaamsche en Fransche regimenten voorgesteld. Doch, zooals ik de eer had, het aan de Kamer te zeggen, is dit een voorstel dat ik niet kan aannemen. Het ware een eerste stap naar de bestuurlijke scheiding, het ware eenen afgrond delven tusschen onze twee rassen, het ware de tweedracht invoeren in ons leger waar de korpsgeest, die zoo nuttig is, wanneer hij binnen wijze palen blijft, gemakkelijk zou ontaarden eerst in verbittering, daarna in vijandschap, daar hij zou vergald worden door allerlei netelige rassenvorderingen.

Dat moeten wij trachten te vermijden, wat het ook koste. Laten wij dus die verbitterende kwesties in het duister. Laat ons een voor allen aanneembare wet stemmen, een wet van eensgezindheid en binnenlandschen vrede.

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.

Projet de loi sur l'usage des langues
à l'armée.

Ontwerp van wet op het gebruik der
talen bij het leger.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre pré-
sentera, en Notre nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la te-
neur suit :

École militaire. — Examens pour le
grade de sous-lieutenant et pour
l'avancement. (Examens dits actuel-
lement A et B.)

ARTICLE PREMIER.

La connaissance du français et la
connaissance du flamand sont obliga-
toires pour l'admission à l'École mili-
taire.

ART. 2.

Tout candidat subira une épreuve sur
la connaissance approfondie de l'une de
ces deux langues, à son choix, et une
épreuve sur la connaissance élémentaire
de l'autre.

La connaissance approfondie de la
langue s'établit par une épreuve portant
sur la littérature, sur la sémantique et
sur la composition.

La connaissance élémentaire de la
langue s'établit : 1° par un examen

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen
naam, door Onzen Minister van Oorlog
de Wetgevende Kamers in overweging
worden gegeven :

Militaire School. — Examens voor den
graad van onderluitenant en voor
de bevordering. (Examens thans ge-
naamd A en B.)

ARTIKEL EÉN.

De kennis van het Fransch en de
kennis van het Vlaamsch zijn verplich-
tend voor de toelating tot de Militaire
School.

ART. 2.

Ieder candidaat zal een proef over de
grondige kennis van een dezer talen, te
zijner keuze, en een proef over de be-
grippen van de andere afleggen.

De grondige kennis der taal wordt
vastgesteld bij een proef over de letter-
kunde, de beteekenisleer en het opstel.

De kennis der eerste begrippen der
taal wordt vastgesteld als volgt : 1° door

oral ayant pour objet de reconnaître si le candidat parle cette langue; 2° par un examen écrit comportant un thème, une version et un exercice de rédaction de la force de la classe de troisième des humanités classiques des athénées.

L'épreuve approfondie aura une importance double de l'épreuve élémentaire.

Il y aura pour la première une cote d'exclusion égale à la moitié du maximum des points et, pour la seconde, une cote d'exclusion égale aux deux cinquièmes.

ART. 3.

Tout candidat a la faculté de subir en outre un examen ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

La cote qu'il méritera de ce chef sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière cote ayant par rapport à la première une importance égale à cinq.

Toutefois la combinaison ne se ferait pas s'il devait en résulter une moyenne inférieure à la cote d'ensemble du flamand et du français réunis.

La cote obtenue pour les langues à l'examen d'admission d'un candidat, interviendra avec la même puissance dans le classement final, que ce candidat ait choisi le français ou qu'il ait choisi le flamand comme langue approfondie.

een mondeling examen hebbende voor doel te onderzoeken of de candidaat deze taal spreekt; 2° door een schriftelijk examen omvattende een thema, een vertaling en een oefening in het opstellen, van de moeilijkheid der derde klasse der classieke humaniora der atheneums.

De proef over de grondige kennis zal het dubbel der waarde van deze over de kennis der begrippen hebben.

Voor de eerste zal er een uitsluitingscijfer bestaan gelijk aan de helft van het hoogste getal punten en, voor de tweede, een uitsluitingscijfer gelijk aan de twee vijfden.

ART. 3.

Ieder candidaat mag daarenboven een examen hetzij over het Duitsch, hetzij over het Engelsch, hetzij over het Latijn, afleggen.

Het verdiensteijfer, dat hem uit dien hoofde zal toegekend worden, zal worden samengevoegd met dit welk hij zal bekomen hebben op het gezamenlijke der Fransche en Vlaamsche talen, dit laatste verdiensteijfer hebbende een waarde van vijf met betrekking tot het eerste.

Deze samenvoeging zou nochtans niet plaats hebben indien zij moest aanleiding geven tot een gemiddeld eindcijfer dat minder zou wezen dan het gezamenlijk beoordeelingscijfer van het Vlaamsch en het Fransch te zamen.

Het beoordeelingscijfer, voor de talen bij het toelatingsexamen van een candidaat bekomen, zal in gelijke mate zijn invloed op de eindrangschikking uitoefenen om het even of deze candidaat het Fransch of het Vlaamsch als grondig gekende taal verkozen hebbe.

Art. 4.

A l'École militaire, le temps attribué pour l'étude du français et du flamand sera réparti de manière que les élèves possédant la connaissance approfondie du français soient obligés de consacrer au flamand un nombre d'heures égal à celui que devront consacrer au français les élèves ayant une connaissance approfondie du flamand.

Les programmes seront élaborés de manière que tous les élèves aient la connaissance effective des deux langues ; elles interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

Art. 5.

Le cours de règlements militaires et le cours de théories militaires se donneront en français et en flamand à tous les élèves de l'École militaire.

Art. 6.

Les examens de sortie de l'École militaire (section d'infanterie et de cavalerie) et les examens de sortie de l'École d'application comporteront une épreuve sur le flamand.

Cette épreuve comportera nécessairement un exercice de composition.

Art. 7.

Les articles 1 à 3 inclus sont applicables aux épreuves de l'examen A auxquelles sont astreints les sous-officiers qui aspirent à devenir officiers par le cadre.

A l'épreuve pour la sous-lieutenance de l'examen A dont il s'agit, les récipiendaires devront subir, en français et

Art. 4.

Bij de Militaire School, zal de voor de studie van het Fransch en het Vlaamsch voorziene tijd derwijze verdeeld worden, dat de leerlingen, die de grondige kennis van het Fransch bezitten, verplicht zijn zooveel uren aan het Vlaamsch te besteden als de leerlingen, die het Vlaamsch grondig kennen, er aan het Fransch moeten wijden.

De programma's zullen dusdanig worden opgemaakt, dat al de leerlingen een werkelijke kennis der twee talen hebben; deze zullen met hetzelfde waardecijfer in de algemeene rangschikking voorkomen.

Art. 5.

De cursus over de militaire reglementen en de cursus over de militaire theoriën zullen aan al de leerlingen der Militaire School in het Fransch en in het Vlaamsch gegeven worden.

Art. 6.

De uitgangsexamens der Militaire School (afdeeling der infanterie en der cavalerie) en de uitgangsexamens der Applicatieschool zullen een proef over het Vlaamsch bevatten.

Deze proef zal noodzakelijker wijze een oefening in het opstellen begripen.

Art. 7.

De artikels 1 tot 3 inbegrepen zijn toepasselijk op de proeven van het examen A opgelegd aan de onderofficieren die, langs het kader, trachten officier te worden.

Bij de proef voor het onderluitenschap van het examen A waarvan sprake, zullen de recepiendi een examen in het

en flamand, un examen sur les règlements et sur les théories militaires, mais ils ne subiront plus d'examen spécial sur les langues.

ART. 8.

L'examen B comportera sur le flamand une épreuve de force égale à celle qui est prescrite par l'article 6. Toutefois, les officiers qui auront déjà subi cette épreuve n'y seront plus astreints lors de l'examen B.

ART. 9.

Les articles précédents entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1917.

Seront alors abrogées toutes les dispositions antérieures atteignant les mêmes objets.

D'ici au 1^{er} janvier 1917, l'enseignement du flamand et les examens d'admission à l'École militaire, ainsi que les épreuves des examens A et B seront dirigés de manière à amener progressivement l'état de choses déterminé par la loi actuelle.

Service de santé.

ART. 10.

L'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 28 juin 1899, réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, est complété comme suit :

« et qui comprend notamment une »
» épreuve pratique sur la connaissance »
» de la langue flamande. Cette épreuve »
» consistera en l'interrogation de deux »

Fransch en in het Vlaamsch, over de militaire reglementen en theoriën moeten afleggen, maar zij zullen geen bijzonder examen over de talen af te leggen hebben.

ART. 8.

Het examen B zal een proef over de Vlaamsche taal bevatten van dezelfde moeilijkheid als deze voorgeschreven bij artikel 6. Nochtans, zullen de officieren, die reeds aan deze proef voldaan hebben, er niet meer aan onderworpen worden, bij het afleggen van het examen B.

ART. 9.

Voorgaande artikelen zullen in werking treden met ingang van 1 Januari 1917.

Al de vorige beschikkingen betrekkelijk dezelfde kwestien zullen worden ingetrokken.

Van nu af tot 1 Januari 1917 zullen het onderwijs van het Vlaamsch en de toelatingsexamens op de Militaire School evenals de proeven der examens A en B derwijze geleid worden, dat ze den bij deze wet vastgestelden staat van zaken geleidelijk verwezenlijken.

Geneeskundige dienst.

ART. 10.

Alinea 2 van artikel 5 der wet van 28 Juni 1899, houdende namelijk nieuwe organisatie van het personeel van den geneeskundigen dienst in het leger, wordt aangevuld als volgt :

« en bevattende namelijk een practi- »
» sche proef over de kennis der Vlaam- »
» sche taal. Deze proef zal bestaan uit »
» het ondervragen van twee zieke »

» soldats flamands malades ignorant
» le français et souffrant respectivement
» d'un mal interne et d'un mal externe.
» Le récipiendaire aura à indiquer et à
» expliquer en flamand le traitement
» à suivre.

» Pour cette épreuve spéciale, le jury
» sera assisté d'un médecin choisi par
» le Ministre, dans une liste triple pré-
» sentée par le président de l'Académie
» royale flamande. »

Cette mesure entrera en vigueur le
1^{er} janvier 1915.

**Écoles pour la préparation des cadres
inférieurs.**

ART. 11.

Il sera créé des écoles de pupilles à
régime flamand et un nombre égal
d'écoles similaires à régime français.
Dans toutes ces écoles, la seconde lan-
gue nationale sera enseignée d'une
manière approfondie.

ART. 12.

Dans les écoles pour la formation des
caporaux (brigadiers) et sous-officiers,
il y aura des classes françaises et des
classes flamandes. Dans toutes les classes,
les règlements et les théories seront
enseignés en français et en flamand.

ART. 13.

Le Ministre de la Guerre appliquera
les dispositions relatives à l'enseigne-
ment et à l'usage des langues prévus
ci-dessus aux établissements d'instruc-
tion et aux épreuves qui seraient
créés ou institués ultérieurement dans
l'armée.

» Vlaamsche soldaten die geen Fransch
» kennen en onderscheidenlijk aan een
» inwendige en een uitwendige kwaal
» lijden. De recipiendus zal gehouden
» zijn, in het Vlaamsch de te volgen
» behandeling aan te duiden en uit te
» leggen.

» Voor deze bijzondere proef zal de
» jury worden bijgestaan door een ge-
» neesheer, door den Minister gekozen
» op een driedubbele lijst hem voorge-
» legd door den voorzitter der Konink-
» lijke Vlaamsche Academie. »

Deze maatregel zal op 1 Januari 1915
in werking treden.

**Scholen tot voorbereiding van het
lagere kader.**

ART. 11.

Pupillenscholen met Vlaamsch stel-
sel en een zelfde aantal gelijksoortige
scholen met Fransch stelsel zullen
worden opgericht. In al deze scholen zal
de tweede nationale taal op grondige
wijze worden onderwezen.

ART. 12.

In de tot het vormen van korporaals
(brigadiers) en onderofficieren bestemde
scholen zullen Fransche en Vlaamsche
klassen bestaan. In alle klassen zullen
de reglementen en theoriën in het
Fransch en in het Vlaamsch onder-
wezen worden.

ART. 13.

De Minister van Oorlog zal de be-
schikkingen betreffende het onderwijs
en het gebruik der evenvermelde talen
toepassen op de inrichtingen van onder-
wijs en op de proeven die desvoor-
komend later in het leger zouden worden
opgericht of ingesteld.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

ART. 14.

Les avis et les communications que les autorités militaires adressent au public seront rédigés en français et en flamand, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

ART. 15.

Tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

L'instruction de la troupe se donne en français et en flamand.

ART. 16.

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives, les mots « les (des) fonctionnaires de l'État » sont remplacés par les mots « les (des) fonctionnaires de l'État et les (des) autorités militaires ».

A l'alinéa 2 de l'article 1 de la même loi, au lieu de « les communes et (ou) les particuliers », lire « les communes, les provinces et (ou) les particuliers ».

ART. 17.

Les dispositions des articles 14, 15 et 16 entreront en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1914.

Gebruik van het Vlaamsch en het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de bestuurlijke overheden.

ART. 14.

De berichten en de mededeelingen, door de militaire overheden aan het publiek toegestuurd, zullen in het Fransch en in het Vlaamsch worden opgesteld. de twee teksten naast elkander.

ART. 15.

Al de bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, zullen gelijktijdig in de twee nationale talen worden opgesteld en afgekondigd, de twee teksten naast elkander.

De instructie van den troep wordt in het Vlaamsch en in het Fransch gegeven.

ART. 16.

In alinea 2 van artikel 1 en in alinea één van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in bestuurlijke zaken, worden de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat » vervangen door de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat en de(r) militaire overheden ».

In alinea 2 van artikel 1 derzelfde wet, in plaats van « de gemeenten en (of) de particulieren », lezen « de gemeenten, de provinciën en (of) de particulieren ».

ART. 17.

De beschikkingen der artikelen 14, 15 en 16 zullen in werking treden op dagteekening van 1 Januari 1914.

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de l'article 10 de la présente loi avec celle de la loi du 23 juin 1899 réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1913.

ART. 18.

De Regeering is er toe gemachtigd, de bepalingen van artikel 10 dezer wet samen te schikken met die van de wet van 28 Juni 1899, namelijk tot nieuwe organisatie van het personeel van den geneeskundigen dienst van het leger, en de beschikkingen van artikel 16 dezer wet met die van de wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in bestuurlijke zaken.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Februari 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.

